

Propositions sur les mobilisations à venir pour l'avenir de la zad de Notre-Dame-des-Landes

Au retour d'une manifestation de soutien à la lutte de Bure dans les rues nantaises et agité par ce qui va se jouer dans l'est du pays, nous finissons cette lettre sur ce que nous entrevoyons des enjeux pour la suite de la lutte ici dans les semaines à venir. Cette missive part du désir intact de consolider l'avenir de la zad de nddl après l'abandon du projet d'aéroport. Le premier rendez-vous de la délégation commune du mouvement avec la Préfecture aura lieu le 28 février. Suite à la dernière assemblée des usages, on est à peu près clairs et précis sur les objectifs que le mouvement y portera. Nous savons aussi que rien n'est gagné : ni sur le gel de la redistribution classique du foncier, ni sur notre volonté de prendre en charge les terres de la zad avec une entité issue du mouvement, ni sur le fait de les faire renoncer à toute idée d'expulsions à court et moyen terme. Nous sommes persuadé.e.s en tout cas qu'il est nécessaire de construire en parallèle les diverses actions et mobilisations visant à entretenir le rapport de force et permettre ainsi que les négociations avancent si ça coïncide. Nous souhaitons participer à relancer des échanges au sein des assemblées sur ces questions mais aussi avec les comités de plus loin.

Quelques mots en ce qui concerne la route et puisque nous n'avons pas prévu d'y consacrer les propositions qui suivront: nous sommes dégoûté.e.s de la présence de flics pour surveiller les ouvriers et du blocage des travaux qui l'a occasionnée, alors que ceux-ci auraient pu et dû se faire sans eux. Nous sommes très conscient.e.s de la fragilisation du rapport de force que cette présence peut entraîner et de ce que tout le monde y perd (à part ceux qui rêvaient d'une division du mouvement). Nous voyons bien aussi qu'après ces blocages, la situation étant ce qu'elle est, il y a très peu de chance dorénavant que les travaux se déroulent sans escorte policière, ni que beaucoup des personnes avec qui nous nous battons depuis des années ici s'engagent fortement en ce sens. Ceci pris dans un contexte où la remise en circulation de la route était une des bases fortes posées depuis longtemps par les autres composantes sur le terrain pour pouvoir continuer à se battre ensemble sur le reste. Nous constatons chaque jour que nous sommes à ce niveau dans une impasse redoutable.

Entendons nous bien, nous n'avons rien contre le fait que des personnes et comités affirment leur refus de la présence policière, leur attention à une zone à vitesse ralentie ou aux préconisations des naturalistes...mais au point où nous en sommes, nous estimons qu'il faut que ces foutus travaux de réfection se passent tant bien que mal au plus vite. Et ce avant le 31 mars, car cela posera d'autres questions et d'autres nécessités de mobilisation si les travaux ne sont pas finis à ce moment-là et que la présence policière semble devoir se maintenir à l'approche de cette date, sans éloignement clair par ailleurs des menaces d'intervention sur les habitats. En attendant, nous ne croyons absolument pas pour notre part à l'utilité de centrer le champs des actions possibles sur la question de la route. Nous percevons au contraire cruellement le risque d'entretenir à l'infini ce point de division historique miné, et de donner nous-même les prétextes à l'Etat pour précipiter notre expulsion. Nous voulons en tout cas aujourd'hui, en ce qui nous concerne, nous consacrer à porter des initiatives qui nous décalent de ce piège. Nous croyons encore fermement dans la possibilité de mobilisations qui soient liées à des lignes communes sur lesquelles nous nous sommes engagé.e.s fortement avec l'ensemble du mouvement : le refus ferme des expulsions, la prise en charge collective des terres, le maintien des activités, des communs et des connexions entre la zad et d'autres résistances.

Voici quelques idées que nous voulons partager dans le mouvement et avec les comités :

1. formation - pour celles et ceux qui auraient loupé celles de l'automne dernier, un week-end de formation "défense de la zad" sera proposé le 18 mars. A quelques semaines de la fin de la trêve hivernale, cette formation sonnera comme un avertissement réitéré à Gérard Collomb : nous sommes prêt-e-s à défendre la ZAD demain face à toute tentative d'expulsion.

2. 31 mars - si les menaces d'expulsion pour le 31 mars persistent, nous imaginons qu'une des possibilités serait de répondre par un ensemble de mobilisations/manifs simultanées le samedi 31 mars dans diverses villes en France. Des manifs qui croisent le soutien à des occupations locales menacées (squats, occupations pour les exilé.e.s, autres zads) comme il y en aura un paquet à ce moment-là avec la fin de la trêve d'hiver et une affirmation d'un refus de toute expulsion sur la zad. On sait qu'il y a déjà des comités de plusieurs villes qui y

pensent sérieusement. Au-delà des mobilisations, formations à la défense sur le terrain et prises de positions politiques, des campagnes et recours risquent d'être lancés au niveau juridique pour montrer en quoi les habitats de la zad ne sont même pas expulsables légalement pour l'instant et à l'absence d'un certain nombre de procédure qui n'ont pas été mises en oeuvre.

3. chantiers enracinés - on se projette dans la foulée du 31 mars sur l'idée d'organiser un certain nombre de chantiers publics d'abord concentrés sur la première semaine d'avril puis se prolongeant éventuellement au long du mois d'avril). Histoire de montrer qu'on n'a pas peur, qu'on continue à construire de manière trop belle et solide pour que ce soit expulsable, et aussi de renforcer les bases matérielles de la zad tout en rendant plus palpable ce qu'on a dans le ventre et en tête pour l'avenir. On a déjà quelques idées qui correspondent à des histoires en cours et qu'il faut qu'on arrive à préciser et discuter avec d'autres. Voici quelques unes de celles dont on a parlé avec les groupes proches sur la zad et ailleurs : construire enfin une vraie foutue belle salle dédiée aux assemblées, finir la zbeulinette (une structure mobile de soutien et de ravitaillement pour les manifs et piquets de grève), participer au chantier de l'Ambazada de fin mars/début avril, un chantier buttes, un autre sur un dortoir d'un lieu d'accueil, refaire des haies autour de certaines parcelles pour asseoir la vision paysanne portée par le mouvement et l'impossibilité que ça parte à l'agrandissement, finir un hangar-bergerie, faire un sentier de passage entre la Rolandière et le chemin de Suez... Reste à voir ce qu'il est réaliste de lancer d'ici là en fonction de nos énergies et des retours de groupes d'ailleurs. On imagine bien que si l'idée semble pertinente à d'autres, d'autres chantiers seront appelés.

4. rencontres habitats - on aimerait participer à organiser un week-end de rencontres courant mars/avril sur les questions d'habitat autoconstruit avec tout un tas de groupes qui se battent sur ce terrain là au-delà de la zad et renforcer un réseau de soutien mutuel sur cette question là.

5. des terres - on sait que garder les terres prises en charge par le mouvement, utilisées entre autres pour des projets collectifs et hors cadre, et porter de nouvelles installations sur les 530 ha redistribués jusqu'alors par ago-vinci, va être une vraie lutte notamment face aux institutions agricoles et la FNSEA. Les prochaines installations que l'on pourrait faire collectivement et publiquement sur certaines de ces terres seraient à priori courant avril. Des réunions se relancent actuellement à ce sujet. Un des enjeux à ce niveau va être aussi de trouver des personnes intéressées pour s'installer ici dans des perspectives de paysannerie hors-cadre, prise dans le réseau de productions collectives et en lien avec des luttes, dans l'agricole et pas seulement (c'est à dire pas seulement des installations paysannes plus "classiques", même si on souhaite également que celles-ci puissent se faire). Ces arrivées pourront se faire demain avec tout ce que ça a d'excitant, de facilité de s'installer sur la zad (un réseau de soutien de ouf, plein d'aides matérielles, des terres et du sens) et tout ce que ça nécessite de combativité et de se mouiller aussi.

6. dérange ta chambre - en ce qui concerne le rapport de force pour garder et amplifier l'occupation des terres, on se dit qu'en fonction de ce que donnent les premiers rendez-vous de négociation, il sera peut-être rapidement nécessaire d'imaginer des mobilisations sur les institutions agricoles qui s'organisent de leur côté en ce moment même pour reprendre la main sur le terrain et dans les négos. On pense à la Chambre d'agriculture, potentiellement la SAFER, ou encore à la DDTM (administration d'Etat avec qui le mouvement va négocier). Il nous faudra en discuter au sein du mouvement pour être en capacité de peser ensemble dans ce rapport de force au moment opportun. Mais on souhaitait lancer des réflexions à ce sujet et commencer à contacter d'autres groupes et personnes qui ont de bonnes raisons ailleurs de se bouger face à ces institutions.

7. amnistie – dans le contexte d'abandon du projet d'aéroport, un des enjeux que le mouvement a décidé de porter est celui de l'amnistie nécessaire des condamnés dans le cadre de la lutte (ce qui peut aussi bien concerner les sursis, fichages, interdiction de territoires, inscription au casier judiciaire....) Un argumentaire et des initiatives se construisent en ce sens.

8. solidarités avec les autres territoires en lutte - avec l'opération d'expulsion à Bure et les menaces sur d'autres territoires, il est clair que le gouvernement veut montrer que ce qui s'est passé ici ne pourrait se reproduire ailleurs. A nous de prouver le contraire ! Dans ce contexte, on veut renforcer nos capacités de

réactions et le réseau qui s'est tissé depuis un bout de temps entre Roybon, l'Amassada, le plateau mille-vaches, le quartier libre des Lentillères, Bure, la lutte contre l'extraction de sable dans le finistère, les opposant.e.s à l'A45 et d'autres...

Voilà pour l'instant. En tout cas, on va avoir grave besoin de compter sur des énergies bien au-delà de la zad pour prolonger la victoire ici et qu'elle puisse servir à plein d'autres résistances et espaces autonomes ailleurs.

Des habitant.e.s de divers lieux de la zad réunis dans le CMDO (Conseil pour le Maintien Des Occupations)